

Au Salvador, des critiques s'élèvent contre l'approbation d'une loi qui relance l'exploitation des mines métalliques



par María Josefina Arce

En 2017, le Salvador a adopté une loi interdisant l'exploitation minière des métaux, après plus d'une décennie de lutte des groupes environnementaux, des mouvements sociaux et d'autres secteurs de la

société, tels que l'Église catholique, en raison de ses impacts négatifs sur l'environnement et la vie des communautés rurales.

L'approbation de la loi par l'assemblée législative de ce petit pays d'Amérique centrale a été qualifiée d'historique et de décisive à l'époque, et a été soutenue par 77 % de la population, selon les sondages d'opinion.

Cependant, le gouvernement actuel vient d'annuler cette législation en faisant approuver par le corps législatif actuel, dominé par Nuevas Ideas, le parti du président Nayib Bukele, une loi qui laisse libre cours à cette pratique sur le territoire salvadorien et qui est rejetée par une grande partie de la population.

Les intentions du gouvernement avaient été dénoncées par les défenseurs de l'environnement, qui soulignaient qu'elles conduiraient à une mort lente mais certaine et à l'enrichissement des sociétés transnationales.

Tout au long de l'année, plusieurs manifestations ont eu lieu contre les projets du gouvernement, présentés sous l'argument que la mise en œuvre de cette activité contribuerait au développement du pays, alors que les experts estiment qu'elle est synonyme de précarité, d'inégalité, de pauvreté et de sous-développement.

Au début du mois, de nombreux citoyens de différentes régions du pays se sont rassemblés à San Salvador, la capitale, devant l'Assemblée législative pour protester contre l'éventuelle abrogation de la loi interdisant l'exploitation minière.

Les universitaires, les écologistes et les citoyens en général affirment que les activités extractives entraîneront des complications dans l'approvisionnement alimentaire, ainsi que des maladies telles que le cancer et l'insuffisance rénale.

Au centre de l'attention se trouve le problème de l'eau, qui est déjà déficient dans le pays et qui sera exacerbé par l'exploitation minière en raison de la contamination de cette ressource essentielle par des substances toxiques telles que le cyanure, le plomb et le cadmium, entre autres.

Ils dénoncent également la migration forcée de plusieurs communautés dans des départements tels que Chalatenango, Cabañas et Usulután.

De nombreuses voix qualifient l'abrogation de la loi de 2017 de retour en arrière et de violation du droit des Salvadoriens à un environnement sain.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/372927-au-salvador-des-critiques-selevent-contre-lapprobation-dune-loi-qui-relance-lexploitation-des-mines-metalliques>



Radio Habana Cuba